

# Les Maliens, favorables à l'intégration régionale et aux investissements étrangers, soutiennent l'influence positive de la Chine

Dépêche No. 460 d'Afrobarometer | Boubacar Bougoudogo

## Résumé

Depuis quelques années, l'intégration régionale connaît un renouveau dans le monde, et cela concerne aussi bien les pays d'Afrique de l'Ouest que les autres pays africains malgré les résultats mitigés et souvent décevants sur le plan économique et commercial des années 1960 et '70 (Bourdet, 2005). Il faut noter que le niveau d'intégration sur le continent africain est faible et il y a un potentiel considérable pour l'améliorer pour en tirer des avantages. En Afrique de l'Ouest, le Mali, le Burkina Faso et le Togo sont les trois pays les mieux intégrés en matière de libre circulation des personnes (Union Africaine, 2019).

Pays continental avec sept frontières, le Mali s'est toujours illustré depuis les indépendances à l'intégration politique et économique. De plus, le peuple malien migre beaucoup dans les pays africains et au-delà des frontières africaines (Steck, 2004).

Ainsi, l'intégration de l'économie malienne au système commercial régional et sous-régional constitue un défi majeur pour un pays sans littoral dont l'éloignement des marchés internationaux est à l'origine de coûts de transports importants (Nations Unies, 2015 ; PNUD, 2011). Ce défi d'intégration, partagé par l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest qui sont de dimensions modestes aussi bien sur le plan démographique qu'économique (exception faite du Nigéria), doit amener les pays à élargir leurs horizons dans leur quête du développement (Lavergne, 1994).

Aux importations, le Mali dépend du marché mondial pour ses approvisionnements en hydrocarbures, en matériaux de construction, en produits alimentaires dont les céréales malgré ses propres potentialités (Steck, 2004). L'essor des activités commerciales, commun à tous les pays pauvres et moteur des dynamiques de survie et de croissance, suscite des trafics en augmentation, officiels ou illégaux, mais néanmoins réels, tout spécifiquement depuis l'Asie (Nations Unies, 2002).

Malgré ces contraintes, l'intégration économique régionale pourrait pallier aux désavantages de l'enclavement et de la fragmentation qui limitent la taille des marchés et empêchent de nombreux pays de bénéficier d'économies d'échelle (PNUD, 2011).

Selon une récente enquête d'Afrobarometer, les Maliens sont favorables à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mais la majorité trouvent qu'il est difficile de traverser ces frontières.

En outre, ils ne veulent pas de conditionnalités sur les aides et les prêts externes, et ils préfèrent que le Mali finance son développement sur ses ressources propres.

Concernant leur préférence des puissances et modèles de développement économique, les Maliens se prononcent en faveur de la Chine, qui serait un partenaire stratégique et poserait moins de conditionnalités aux prêts et aux aides.

## Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, la gouvernance, et la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans jusqu'à 38 pays africains entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 (2019/2021) couvrent 34 pays. Afrobarometer mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliqué et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens entre le 16 mars et le 3 avril 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014 et 2017.

En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Gao-Kidal et Tombouctou) produisent des résultats avec de très larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution.

## Résultats clés

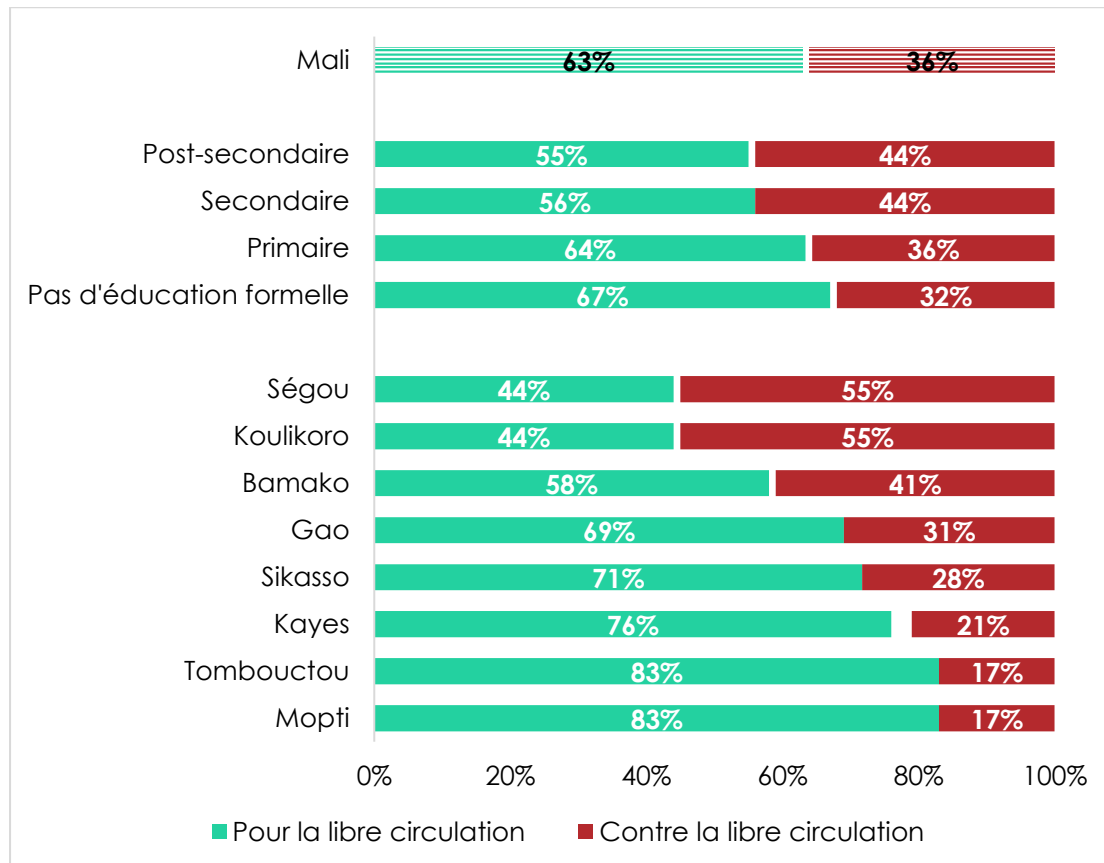
- Près des deux tiers (63%) des Maliens se disent favorables à la libre circulation dans l'espace CEDEAO, contre 36% de personnes en faveur de la limitation de la circulation transfrontalière.
- Mais plus de huit Maliens sur 10 (82%) affirment qu'il est « difficile » ou « très difficile » de traverser les frontières des pays de l'Afrique de l'Ouest.
- La majorité (61%) des citoyens sont favorables au libre-échange.
- De même, la grande majorité (71%) affirment que les étrangers et leurs compagnies devraient être autorisés à installer des boutiques au Mali pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché.
- La majorité des Maliens estiment positive l'influence politique et économique de la CEDEAO (65%), de l'Union Africaine (60%) et des agences des Nations Unies (56%).
- Huit Maliens sur 10 (80%) estiment que l'influence de la Chine est positive, comparé à 60% pour les Etats-Unis et 34% pour la France.
- Plus des trois quarts (77%) des citoyens estiment que le Mali devrait financer son développement sur ses ressources propres, même si cela augmente les impôts.
- Plus de quatre Maliens sur 10 (44%) pensent que le Mali s'est trop endetté envers la Chine, contre 30% qui affirment que ce n'est pas le cas.
- La Chine est le modèle préféré des Maliens pour le développement futur de leur pays.

## Favorables à la libre circulation en Afrique de l'Ouest

Les Maliens sont un peuple qui se déplace beaucoup dans l'espace et dans le temps (Union Africaine, 2019). Est-ce la raison pour laquelle les résultats de l'enquête Afrobarometer montre qu'un peu plus de six Maliens sur 10 se disent favorables à la libre circulation dans l'espace CEDEAO, contre 36% en faveur de la limitation (Figure 1) ?

La proportion en faveur de la libre circulation se note le plus dans les régions de Mopti et de Tombouctou (avec 83% chacun) et chez les personnes sans enseignement formel (67%). A l'opposé, les ressortissants de Ségou et Koulikoro (44% chacun) et les personnes ayant le niveau secondaire ou plus (55%-56%) sont moins enclins à vouloir permettre les déplacements libres entre le Mali et les autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

**Figure 1 : Soutien à la libre circulation en Afrique de l'Ouest | par niveau d'instruction et par région | Mali | 2020**



**Question posée aux répondants :** Maintenant, parlons de la façon dont notre pays doit interagir avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du monde. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

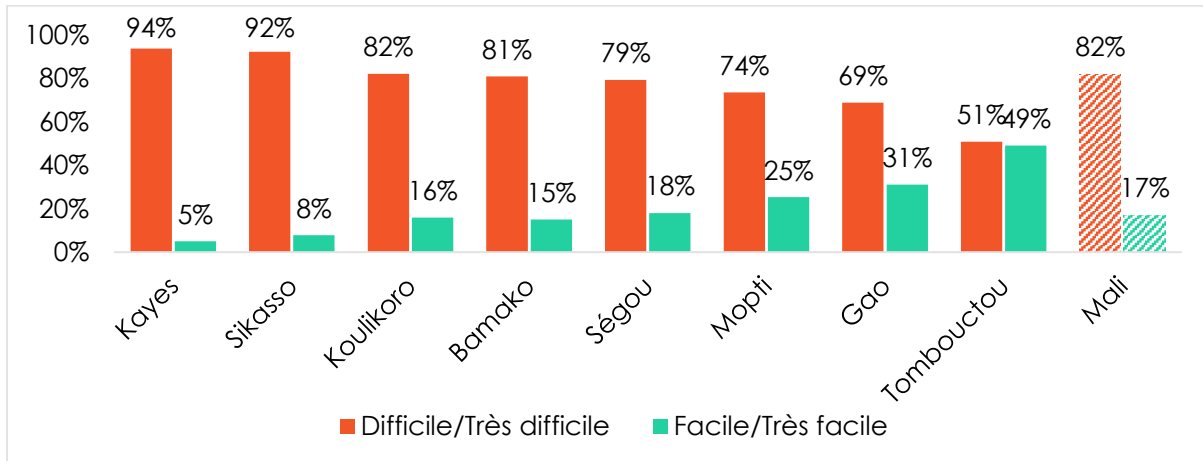
Affirmation 1 : Les personnes vivant en Afrique de l'Ouest devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

(% qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Malgré ce soutien à la libre circulation, la plupart (82%) des Maliens estiment qu'il est « difficile » ou « très difficile » de circuler entre les frontières (Figure 2). Cette perception nationale est plus prononcée dans la région de Kayes – l'origine de 38% des migrants maliens (Soms & Nilsson, 2020) – ainsi que celles de Sikasso, Koulikoro et Bamako, où plus de huit habitants sur 10 estiment qu'il est difficile de circuler entre les frontières. Elle est contraire aux différentes politiques d'intégration économique qui prônent la libre circulation des biens et des personnes aussi bien dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) que de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS).

**Figure 2 : Difficulté de circuler librement à travers les frontières** | par région | Mali | 2020

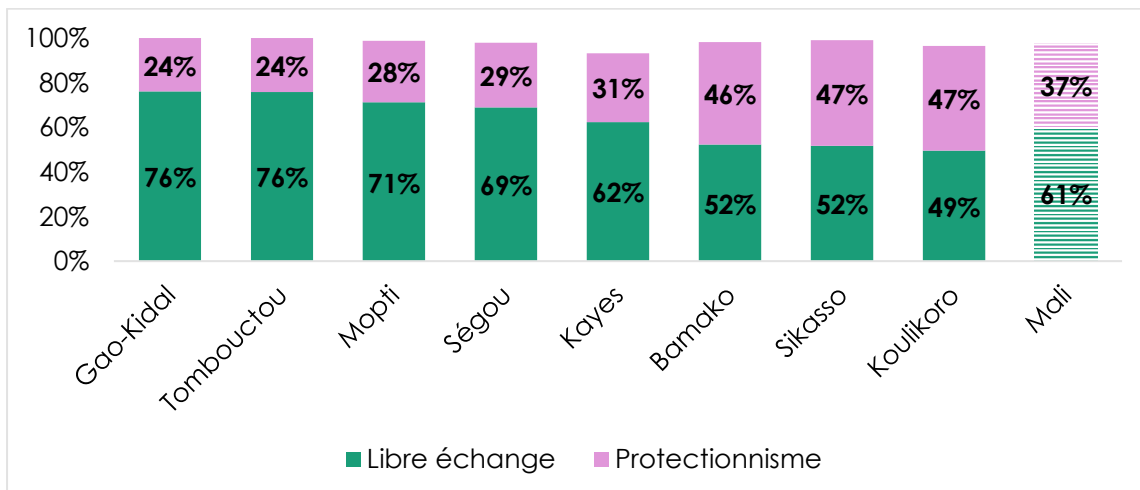


**Question posée aux répondants :** Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations d'Afrique de l'Ouest de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

### Favorables au libre-échange

De façon générale, les Maliens sont plus favorables au libre-échange qu'au protectionnisme. Six citoyens sur 10 (61%) pensent que le pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, en acceptant l'importation de produits étrangers, contre 37% qui affirment que la Mali devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère (Figure 3). Les plus grands adeptes du libéralisme se retrouvent dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao-Kidal avec 71%, 76% et 77%.

**Figure 3 : Libre-échange vs. protectionnisme** | par région | Mali | 2020



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Afin de se développer, notre pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, y compris en acceptant l'importation de produits étrangers.

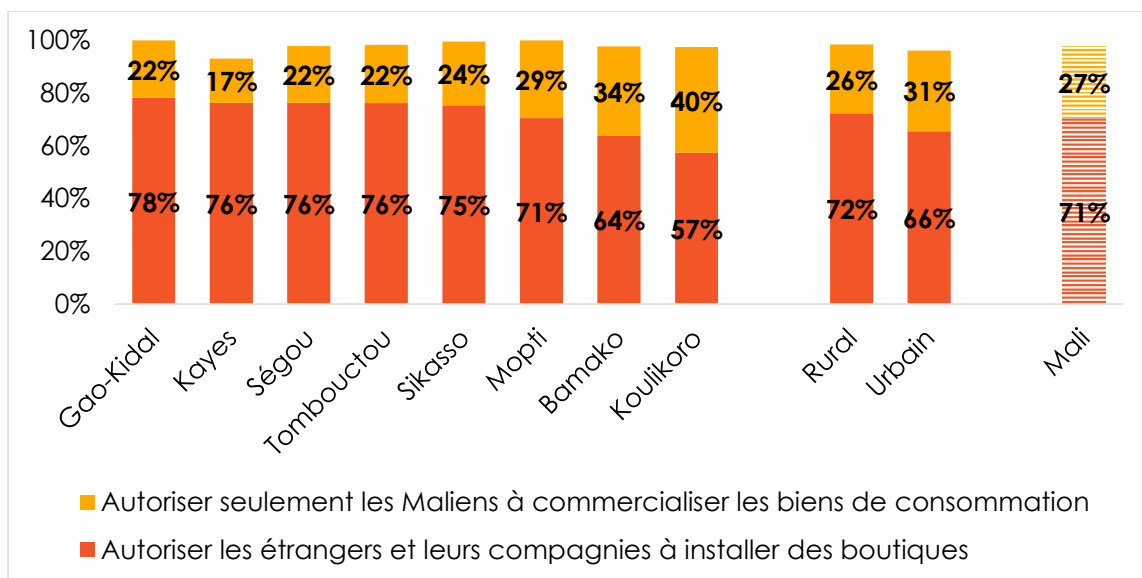
Affirmation 2 : Pour se développer, notre pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

De même, les Maliens se prononcent plutôt pour les investissements directs étrangers que pour le protectionnisme. Moins de trois répondants sur 10 (27%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée selon laquelle le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies maliennes à commercialiser les biens de consommation, tandis que la grande majorité (71%) affirment que les étrangers et leurs compagnies devraient être autorisés à installer des boutiques pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché (Figure 4).

Ce score favorable aux investissements directs étrangers est l'avis majoritaire dans toutes les régions et dans le milieu rural (72%) ainsi que le milieu urbain (66%).

**Figure 4 : Protectionnisme vs. investissements directs étrangers** | par région et milieu urbain-rural | Mali | 2020



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies de notre propre pays à commercialiser les biens de consommation, même si cela se traduit par moins de biens ou de prix élevés.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait continuer à autoriser les étrangers et leurs compagnies à installer des boutiques dans ce pays pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

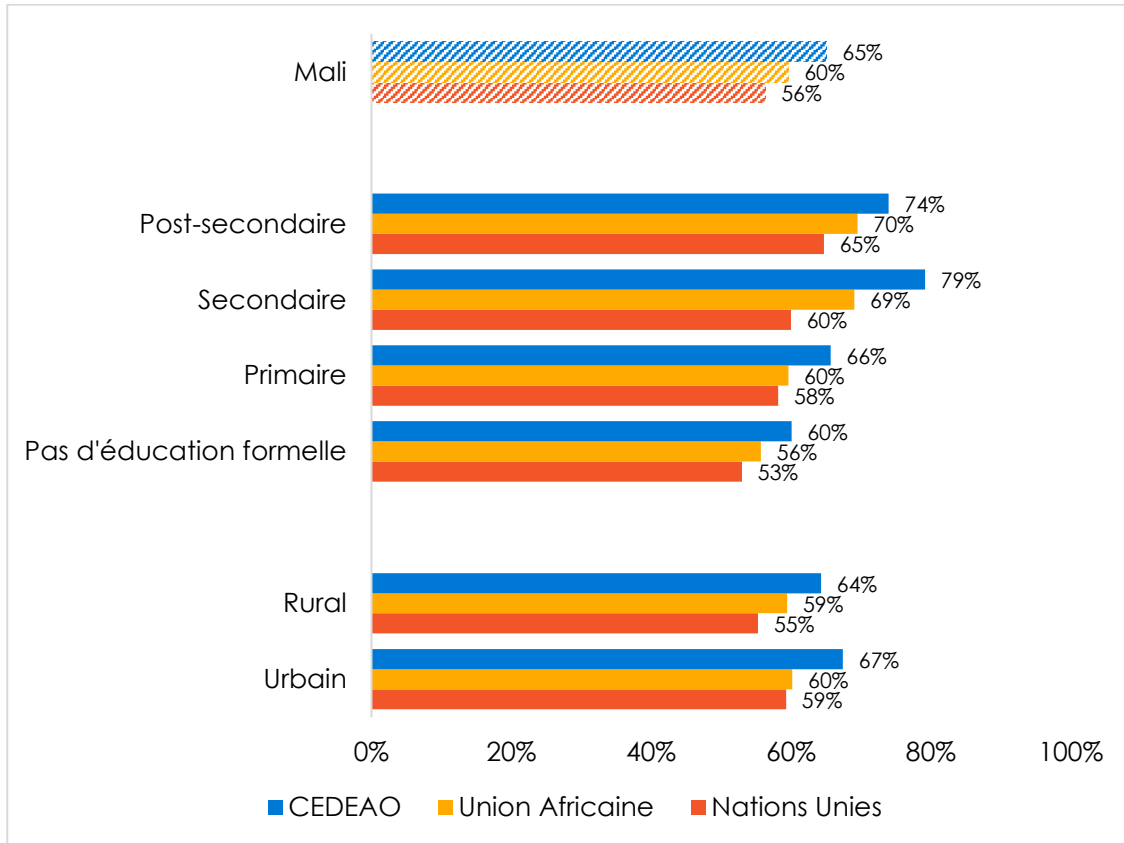
### Influence et assistance de l'extérieur

La majorité des Maliens estiment que l'influence politique et économique de trois organismes internationaux clés est « quelque peu positive » ou « très positive » : 65% pour la CEDEAO, 60% pour l'Union Africaine (UA) et 56% pour les agences des Nations Unies (Figure 5).

La priorité accordée à la CEDEAO pourrait s'expliquer par la proximité et l'accès des Maliens aux pays de cette institution si l'on sait que la Côte d'Ivoire est le pays d'immigration par excellence de certains Maliens. Les évaluations positives sont soutenues par les plus éduqués (79% pour le niveau secondaire et 74% pour le post-secondaire) comparativement aux personnes qui n'ont pas eu d'éducation formelle (60%).

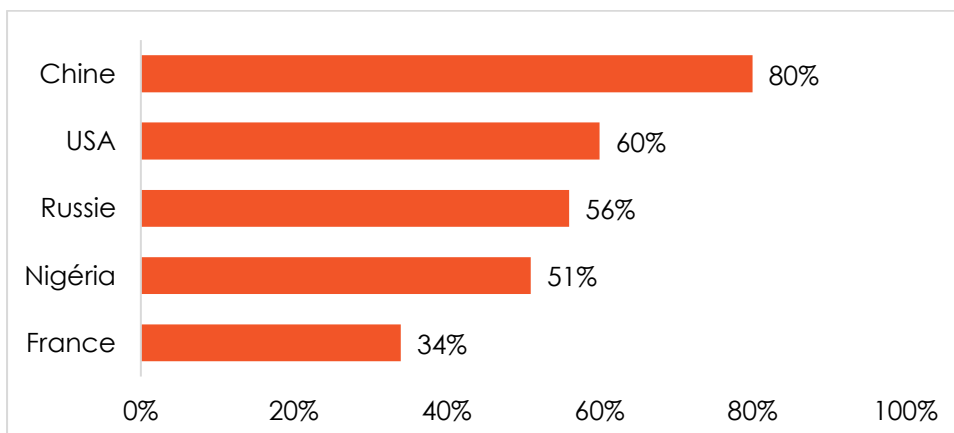
Quant à l'influence d'autres pays sur le Mali, huit citoyens sur 10 (80%) apprécient positivement – dont 53% « très » positivement – l'influence chinoise. Les Etats-Unis viennent bien derrière avec 60% d'évaluations positives, suivi par la Russie (56%) et le Nigéria (51%), avec en dernière position la France, ancien pays colonisateur (34%) (Figure 6).

**Figure 5 : Qualité positive de l'influence économique et politique des organismes**  
 | par éducation et par milieu urbain-rural | Mali | 2020



**Questions posées aux répondants :** En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur le Mali de chacune des organisations suivantes soit plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Union Africaine ? CEDEAO ? Agences des Nations Unies ? (% qui disent « quelque peu positif » ou « très positive »)

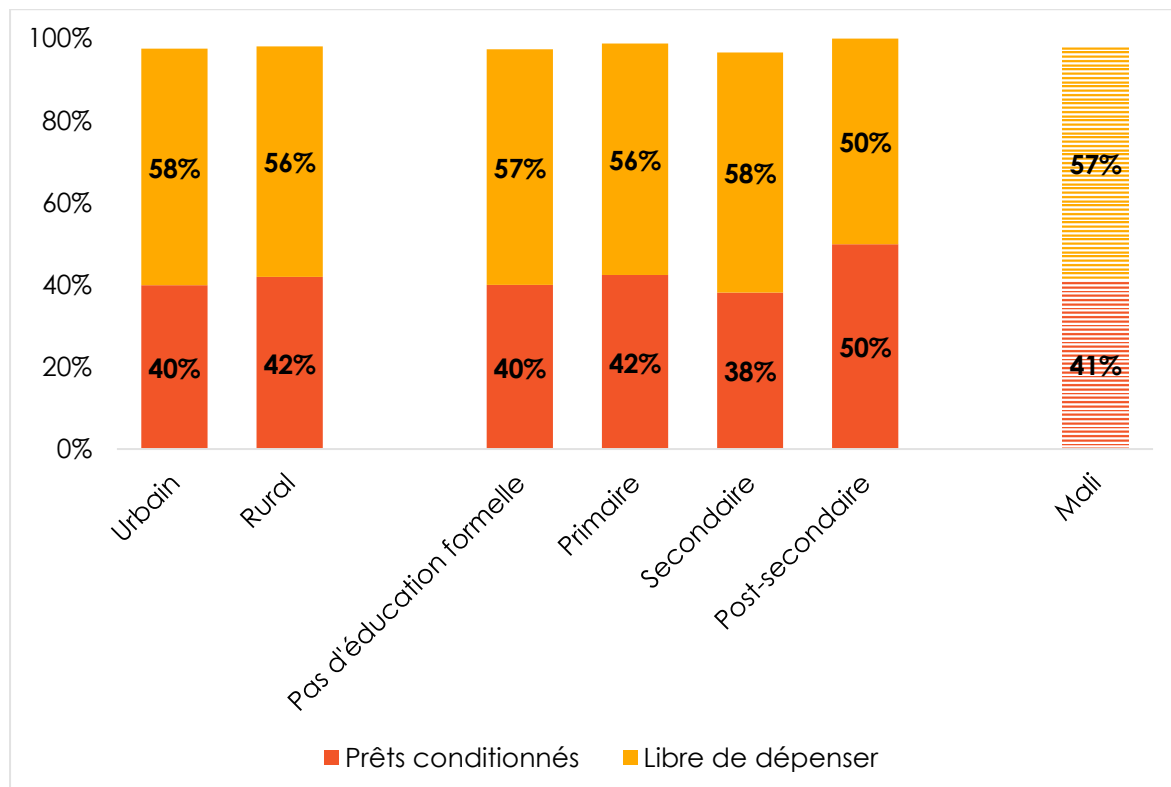
**Figure 6 : Qualité positive de l'influence économique et politique des pays** | Mali  
 | 2020



**Questions posées aux répondants :** Et à propos des pays suivants ? Pensez-vous que l'influence économique et politique sur le Mali de chacun d'eux soit plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « quelque peu positif » ou « très positive »)

Bien que les Maliens considèrent l'influence des autres pays comme plutôt positive, ils préfèrent que leurs prêts ou leur aide au développement au Mali ne soit pas conditionné par des exigences sur comment dépenser ces fonds. La majorité (57%) des Maliens pensent que le pays devrait être libre de décider lui-même de l'utilisation des dettes contractées ou de l'aide (Figure 7).

**Figure 7 : Conditionner ou non l'aide** | par milieu urbain-rural et par éducation  
 | Mali | 2020



**Questions posées aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement au Mali, ils devraient imposer des exigences strictes sur comment dépenser ces fonds.

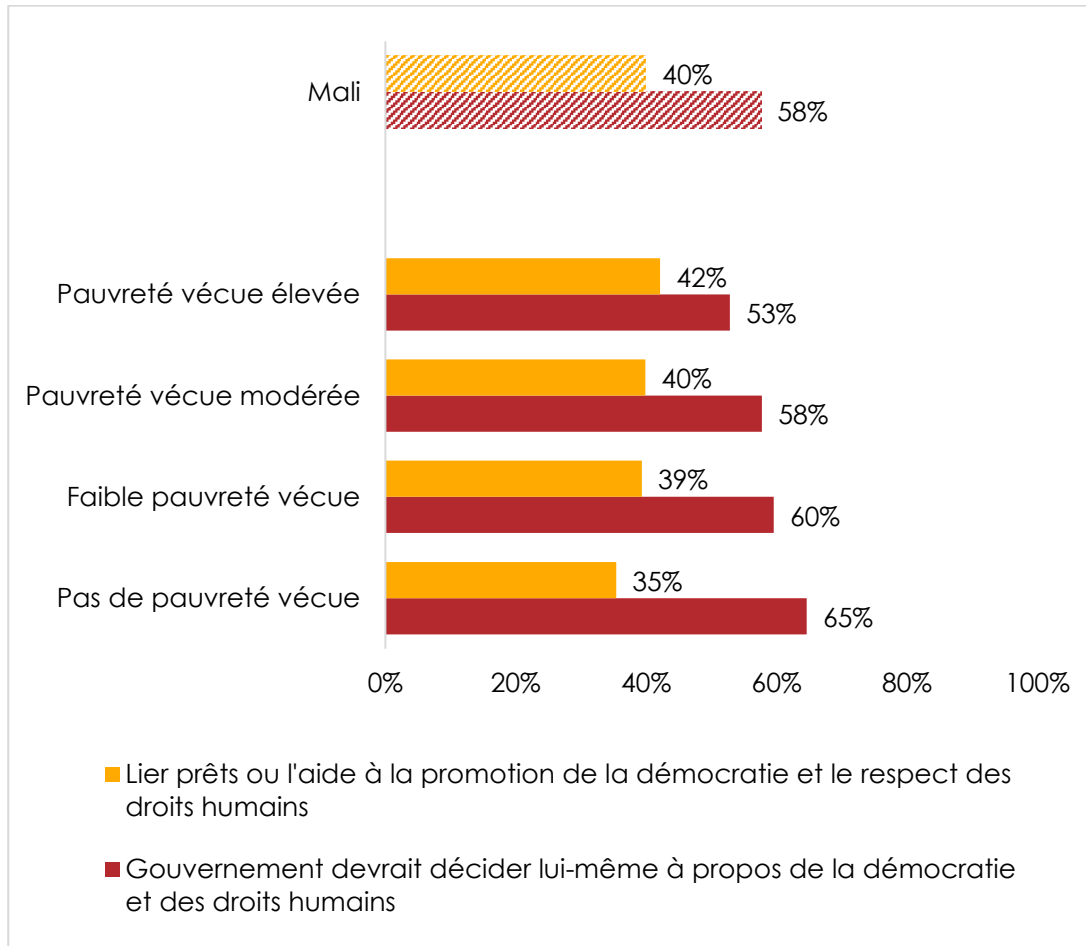
Affirmation 2 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement au Mali, ils devraient permettre à notre gouvernement de décider lui-même de comment utiliser ces ressources. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

De la même façon, la majorité (58%) estiment que les prêts ou l'aide ne devraient pas être liés à la promotion de la démocratie et le respect des droits humains ; ils préfèrent que le gouvernement soit libre de décider lui-même à propos de ces problématiques (Figure 8).

Cette tendance est observée principalement chez les personnes n'ayant pas vécu de pauvreté<sup>1</sup> (65%).

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 8 : Lier ou non l'aide à la démocratie** | selon le niveau de pauvreté vécue  
 | Mali | 2020



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

*Affirmation 1 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement au Mali, ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeut la démocratie et le respect des droits humains.*

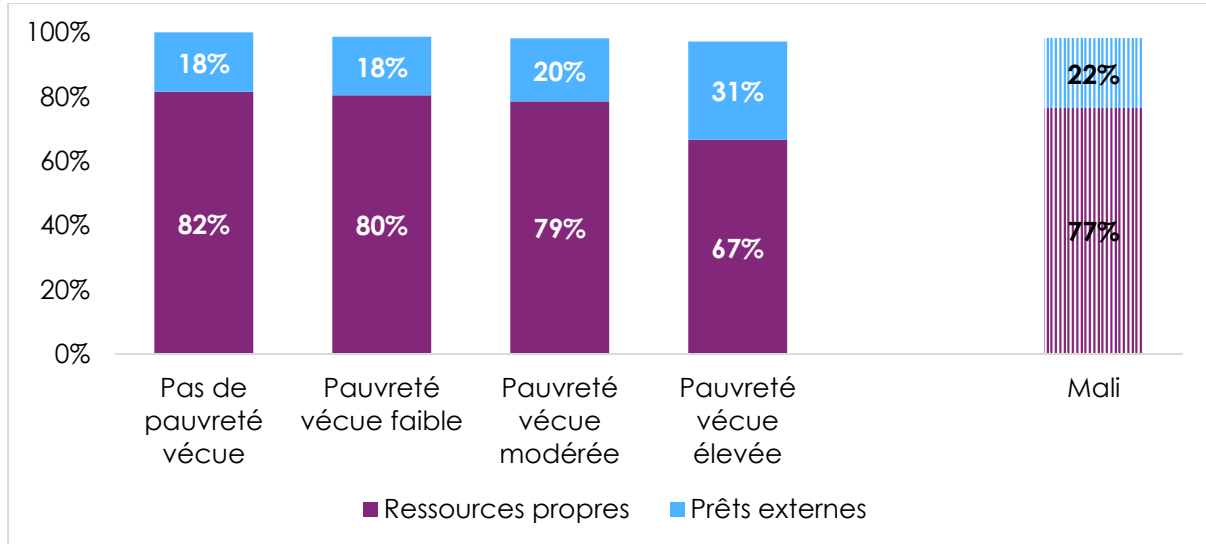
*Affirmation 2 : Même si d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement au Mali, notre gouvernement devrait décider lui-même à propos de la démocratie et des droits humains. (% qui disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)*

Plus des trois quarts (77%) des Maliens estiment que le Mali devrait financer son développement sur ses ressources propres, même si cela signifie payer davantage d'impôts et taxes, au lieu d'utiliser des prêts extérieurs pour le développement du pays (Figure 9).

Cette assertion est le moins soutenue par les personnes ayant vécu de pauvreté élevée (67%, contre 79%-82% parmi les mieux nantis).



**Figure 9 : Financement du développement** | selon le niveau de pauvreté vécue  
 | Mali | 2020



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.

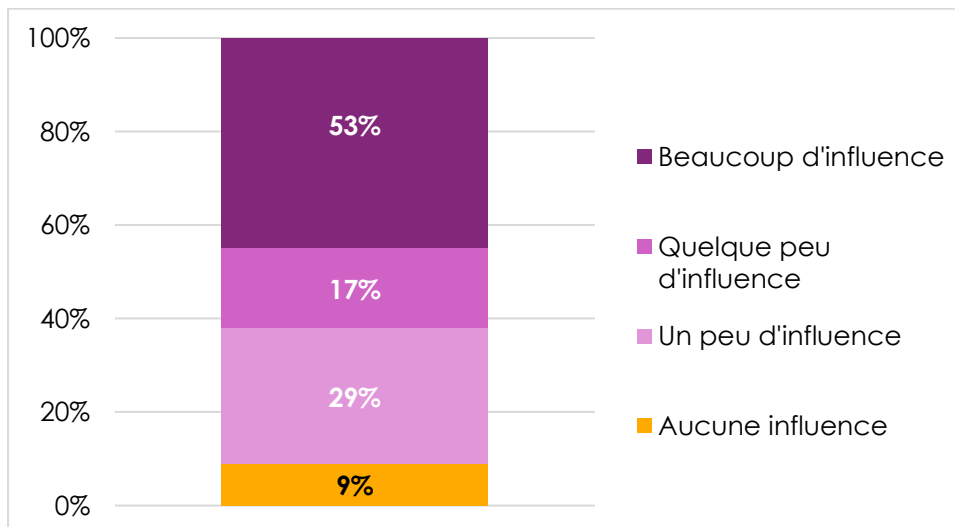
Affirmation 2 : Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement de notre pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

### Perceptions de la Chine

La plupart des Maliens estiment que les activités économiques de la Chine ont « beaucoup d'influence » (53%) ou « quelque peu d'influence » (17%) sur le Mali, en plus des 29% qui pensent qu'elles ont « un peu d'influence » (Figure 10).

**Figure 10 : Influence économique de la Chine sur le Mali** | Mali | 2020



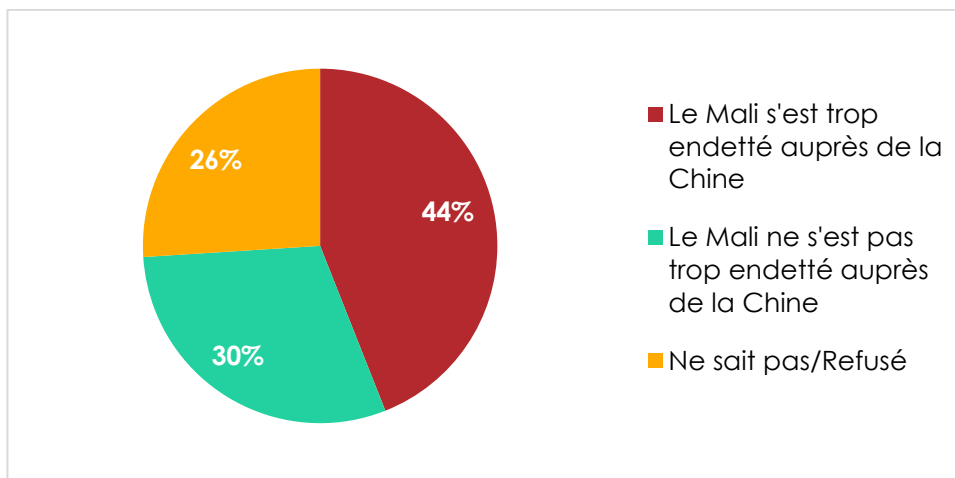
**Question posée aux répondants :** A votre avis, combien les activités économiques de la Chine influencent-elles l'économie du Mali, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Près de six Maliens sur 10 (57%) sont au courant du fait que la Chine consent des prêts et de l'aide au pays. Parmi ces citoyens, 84% savent que le pays est tenu de rembourser la dette chinoise.

Plus de quatre Maliens sur 10 (44%) estiment que le pays s'est trop endetté envers la Chine, contre juste 30% qui affirment que ce n'est pas le cas et 26% qui disent qu'ils ne savent pas (Figure 11).

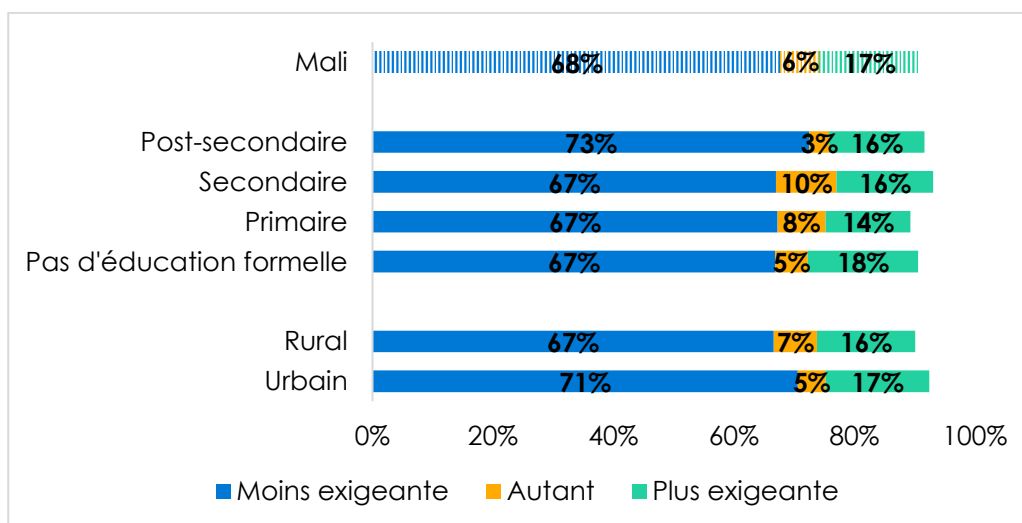
Mais plus des deux tiers (68%) des répondants au courant des prêts chinois estiment que la Chine est moins exigeante que d'autres pays dans le cadre de l'octroi de prêts (Figure 12). Cet avis est le plus largement partagé par les personnes ayant le niveau post-secondaire (73%) et du milieu urbain (71%).

**Figure 11 : Le Mali trop endetté envers la Chine | Mali | 2020**



**Question posée aux répondants qui savent que la Chine consent au Mali des prêts ou de l'aide au développement :** Pensez-vous que notre gouvernement se soit trop endetté auprès de la Chine ?

**Figure 12 : La Chine est-elle plus ou moins exigeante que d'autres donateurs ? | par éducation et par milieu urbain-rural | Mali | 2020**

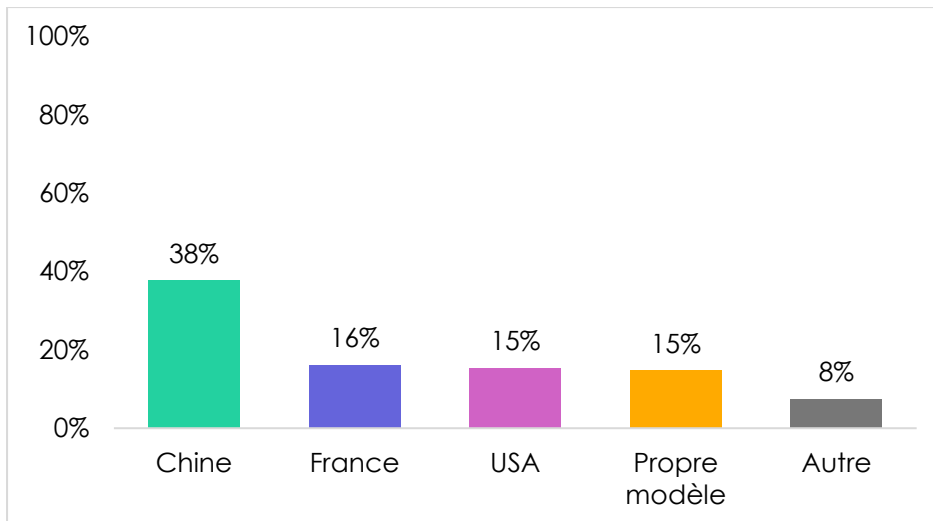


**Question posée aux répondants qui savent que la Chine consent au Mali des prêts ou de l'aide au développement :** Lorsque la Chine accorde des prêts et de l'aide au développement au Mali, pensez-vous qu'elle met plus d'exigences ou moins d'exigences sur notre gouvernement comparativement à d'autres donateurs, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

## Modèle de développement

Quand on leur demande quel pays serait le meilleur modèle de développement futur du Mali, le modèle chinois gagne la première place (choisit par 38% des répondants), suivi par la France (16%), les Etats-Unis (15%) et un modèle malien (15%) (Figure 13).

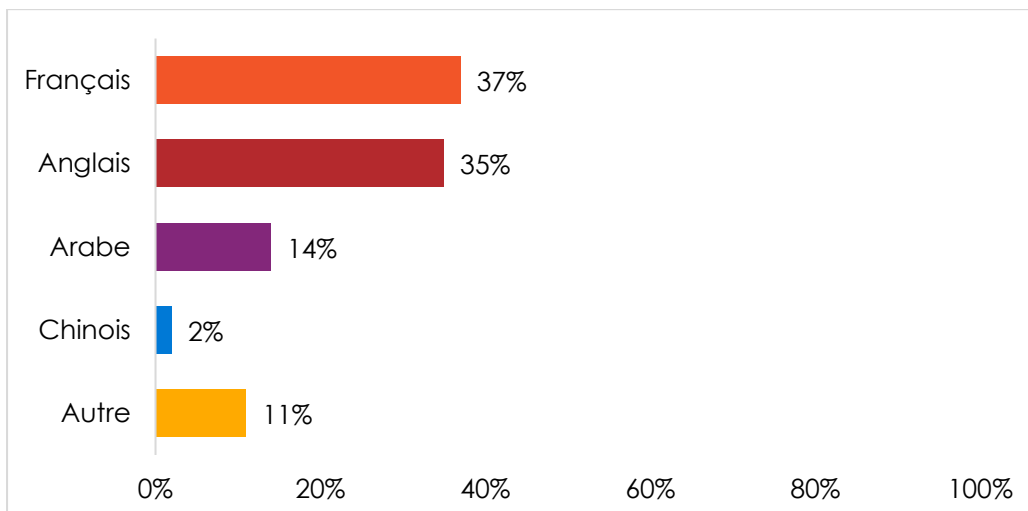
**Figure 13 : Meilleur modèle de développement futur du Mali | Mali | 2020**



**Question posée aux répondants :** A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle ?

Quant à la langue de l'avenir, qui va jouer un grand rôle dans la mondialisation et l'intégration pour les générations futures, ce sont le Français (37%) et l'Anglais (35%) que la plupart des Maliens pensent sont les plus importantes pour les jeunes à apprendre (Figure 14). Seulement 14% sont en faveur de l'Arabe, avec 2% pour le Chinois.

**Figure 14 : Langue internationale d'avenir | Mali | 2020**



**Question posée aux répondants :** En pensant à l'avenir des futures générations de ce pays, laquelle de ces langues internationales, le cas échéant, pensez-vous être la plus importante pour les jeunes à apprendre ?

## Conclusion

L'intégration sous-régionale demeure toujours un défi pour nos Etats qui ont signé des traités et conventions de libre circulation des biens et des personnes. En effet, ces pays peinent à mettre en œuvre ces différentes réformes en faveur de populations qui se déplacent dans l'espace et dans le temps à travers l'Afrique de l'Ouest et au-delà.

Le lancement du passeport africain en 2016 et l'adoption du Protocole au Traité Instituant la Communauté Economique Africaine en 2018 (Union Africaine, 2018) semblaient des pas importants, mais l'effectivité de la libre circulation des personnes au niveau africain dépend de l'entrée en vigueur de ce protocole (Shukuru, 2020). Si au 31 décembre 2019, seuls quatre pays (le Mali, le Niger, le Rwanda et Sao Tomé et Príncipe) avaient ratifié le Protocole au Traité, ils sont 36 pays à le faire sur les 54 pays et sur les 22 signatures nécessaires à la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine.

En matière économique et d'ouverture aux partenariats internationaux, la Chine devient de plus en plus un concurrent sérieux à l'hégémonie de l'ancienne puissance colonisatrice qu'est la France. Les prêts et appuis de la Chine sont beaucoup mieux vus que ceux des pays occidentaux qui accompagnent leurs prêts et aides de conditionnalités.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil  
d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Bourdet, Y. (2005). Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement.
- Lavergne, R. (1994). Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest. Centre de Recherches pour le Développement International.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2002). Rapport sur l'investissement dans le monde en 2002 : Sociétés transnationales et compétitivité à l'exportation. CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement).
- Nations Unies. (2015). Etude diagnostique sur l'intégration du commerce : République du Mali. CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement).
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). (2011). Intégration régionale et développement humain : Une voie pour l'Afrique.
- Shukuru, F. (2020). Entre ambitions et réalités : La libre circulation des personnes en Afrique. Völkerrechtsblog. 29 janvier.
- Somps, M. S., & Nilsson, B. (2020). Les migrations internationales des maliens. *Région et Développement*, (51), 133-143.
- Steck, B. (2004). La mondialisation et le risque de la fragmentation territoriale : Le cas d'un état enclavé du sud : le Mali (Afrique de l'Ouest). *Belgeo*, 4, 479-496.
- Union Africaine. (2018). Protocole au traité instituant la communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement.
- Union Africaine. (2019). Indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA). Avec la Banque Africaine de Développement et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

**Boubacar Bougoudogo** est chercheur au Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), le partenaire national d'Afrobarometer au Mali. Email : boubacar@greatmali.net.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 460 d'Afrobarometer | 28 juin 2021